

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 3 fr. 50. Abonnement annuel: 80 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 35 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

Suivi du Cassis-de-Dijon

Si *La Nation* met beaucoup d'énergie à étudier les futurs articles constitutionnels et lois qui lui paraissent menacer les souverainetés cantonales, le temps et les instruments lui manquent regrettamment pour étudier les effets concrets de l'application des textes entrés en vigueur.

La mise en œuvre du principe du Cassis-de-Dijon nous en fournit l'occasion. Selon ce principe, tout produit fabriqué dans l'un des vingt-sept Etats membres de l'Union, ou simplement décrété par lui conforme à ses propres normes, est présumé conforme aux normes des vingt-six autres Etats et peut librement circuler sur leur territoire.

La conseillère fédérale Doris Leuthard avait décidé que la Suisse se soumettrait à ce principe. Son but avoué était d'obtenir des baisses de prix sur les aliments. Elle annonçait sans sourciller – d'ailleurs elle ne cille ni ne sourcille jamais – un gain de deux milliards pour le consommateur suisse. Les Chambres fédérales, fascinées par son œil médusé, ont suivi.

Décision unilatérale: l'Union ne nous avait rien demandé. La dame n'a d'ailleurs même pas essayé d'obtenir la moindre contrepartie pour cette ouverture de nos frontières à nos partenaires européens. C'est que Mme Leuthard est une économiste audacieuse. Un peu irréfléchie aussi, ne s'étant pas

rendu compte que tout se tient, que tout consommateur est aussi un travailleur qui vit du fait que d'autres consomment le produit de son travail, et qu'une baisse massive des prix serait inévitablement accompagnée par une baisse non moins massive des salaires.

Conscients de l'absurdité aussi bien économique et écologique que politique du raisonnement leuthardien, nous avions lancé un référendum parallèle à celui de M. Willy Cretegy. Comme nos lecteurs se le rappellent, nous n'avons pas réussi à récolter les cinquante mille signatures nécessaires.

Les milieux paysans ou proches des paysans ou prétendument favorables aux paysans avaient commencé par toussoter. Puis ils ont demandé à la Confédération qu'elle impose aux produits importés en vertu du Cassis qu'ils indiquent leur provenance et que l'Office fédéral de la Santé publique s'assure qu'ils ne menacent ni la santé des consommateurs ni l'environnement. L'ayant obtenu, ils ont jugé plus «politique» de se conserver pour la lutte contre l'Accord de libre-échange agricole (ALEA), dont le Cassis-de-Dijon nous offre le répugnant avant-goût. Cette abstention blâmable nous a privés des mille cinq cents voix qui manquaient pour faire aboutir le référendum.

En fait, il semble qu'il n'y a eu baisse de prix que là où il y a eu baisse de qualité. La presse a abondamment parlé d'un jambon autrichien gorgé d'eau, d'un fromage râpé allemand bourré d'amidon, d'une limonade italienne vitaminée à la taurine, d'un sirop de framboise français contenant trois fois moins de jus de fruit que ne le prévoit notre législation et d'un cidre danois contenant cinq fois plus d'eau.

Et nous n'avons encore rien vu! On peut s'attendre à voir arriver des produits fabriqués en Chine, déclarés conformes aux normes bulgares par un fonctionnaire ivre ou corrompu, ayant transité par l'Autriche et l'Italie, avec deux changements d'emballage, avant d'être sommairement estampillés «FR» à nos frontières, et proposés par nos grandes surfaces comme des produits conformes aux normes suisses.

Les grands distributeurs se plaignent de ce que l'obligation d'indiquer la provenance les contraint à changer l'emballage. Cela engendre des hausses de coûts telles que Migros, par exemple, a décidé de fabriquer elle-même son sirop de framboise selon les recettes minimalistes du producteur français. Ça s'appelle «M-classic». On a les classiques qu'on peut! L'économie de marché selon Mme Leuthard: on paie un peu moins cher des produits vraiment moins bons.

Désormais, dissimulés sous la même appellation, des produits étrangers de piètre qualité livrent une concurrence déloyale aux producteurs suisses, qui, pour survivre, se verront contraints d'abaisser eux-mêmes la qualité des leurs.

Bientôt, Economiesuisse ou Xavier Comtesse ou quelque autre *think tank* accro à la pensée néo-libérale «décou-

vrira» que les contrôles de qualité, qui avaient permis de calmer les appréhensions des milieux paysans à l'égard du Cassis-de-Dijon, nuisent à un véritable libre-échange et portent atteinte à la pleine liberté de choix du consommateur. Ils exigeront, sous l'œil atone des socialistes, qu'on supprime ces contrôles d'un autre âge.

Toutes nos prédictions s'avèrent... sauf que c'est encore pire. Le bilan de Mme Leuthard dans cette affaire est entièrement négatif. Françoise Giroud avait coutume de dire que l'égalité entre les hommes et les femmes serait atteinte lorsqu'on nommerait des femmes incompétentes à des postes essentiels. Pour le Conseil fédéral, je crois qu'on y est.

M. Mathieu Fleury, secrétaire de la Fédération romande des consommateurs, avait manifesté un obscène soulagement à l'annonce de l'échec de l'action référendaire. Aujourd'hui, il se lamente sur la qualité perdue et annonce qu'il fera tout pour éviter le pire, qui serait que la qualité baisse, mais pas les prix. L'Union suisse des paysans a lancé pour sa part des recours contre les autorisations accordées par l'OFSP au jambon mouillé des Autrichiens et au fromage empesé des Allemands. Tout ceci est bel et bon, mais ces gens sans imagination se seraient évités bien des soucis en soutenant le référendum, c'est-à-dire en intervenant avant que le loup n'entre dans la bergerie.

La question se pose: ne serait-ce pas l'occasion pour les milieux paysans de reprendre la main et d'étouffer l'ALEA dans l'œuf en lançant une initiative pour abroger le Cassis-de-Dijon?

OLIVIER DELACRÉTAZ

Signez et faites signer le référendum contre un impôt sur le travail

«Si c'est pour les familles, c'est très bien!» Voilà ce que penseront peut-être certaines personnes lorsqu'elles entendront parler de la nouvelle loi sur les prestations complémentaires cantonales pour familles (LPCFam). Et pourtant, cette loi est inacceptable.

La politique sociale du Canton de Vaud compte déjà parmi les plus généreuses, au point que l'ajout de nouvelles prestations apparaît difficilement justifiable. A supposer que cela soit nécessaire, il appartient à l'Etat de financer ces nouvelles prestations; le coût de ces dernières doit apparaître clairement dans les budgets publics.

En décrétant un prélèvement supplémentaire de 0,12% sur les salaires versés dans le Canton et de 0,06% sur le revenu des indépendants, le conseiller d'Etat Pierre-Yves Maillard cherche donc à masquer une partie du coût de sa politique sociale; en d'autres termes, il se montre généreux avec l'argent des autres!

Non seulement les nouvelles prestations en question coûteraient cher – environ 51,5 millions de francs, chiffre probablement sous-évalué – mais surtout elles seraient mal ciblées et peu efficaces. Parmi le tout petit pourcentage des bénéficiaires figureront par exemple des personnes qui travaillent

à temps très partiel voire pas du tout; il ne s'agirait donc pas forcément de ce qu'on appelle les *working poors* et l'aide supplémentaire qui leur serait versée ne les inciterait aucunement à se réinsérer durablement dans une activité professionnelle. Telle qu'elle est conçue, la loi ne cherche pas à combattre les causes de la pauvreté, mais uniquement à reverser l'argent prélevé sur les salaires des personnes qui travaillent.

Au final, les familles n'en auront pas grand chose de plus, tandis que les salariés, les indépendants et les contribuables en auront toujours un peu moins.

Alors signez et faites signer le référendum! Une feuille de signatures est encartée dans la présente *Nation*. D'autres sont disponibles sur le site internet www.impot-sur-le-travail-non.ch, ou auprès du Comité «NON à un impôt sur le travail», case postale 1215, 1001 Lausanne, tél. 021 796 33 64. Attention à ne pas mélanger des personnes de plusieurs communes sur une même feuille. Les signatures doivent être renvoyées à l'adresse mentionnée le plus rapidement possible, et en tous les cas d'ici au 24 janvier 2011.

P.-G. BIERI

Une recette utile pour nos politiciens

Dans l'*IRO Magazine* (Revue de l'Invention et de l'Innovation en Suisse romande, n° 22/2010), nous avons trouvé ces conseils pertinents adressés à ceux qui doivent prendre la parole sur des sujets qu'ils ne connaissent guère et dont ils n'ont rien à dire:

- Commencez par une réflexion philosophique sur le sens de la vie en utilisant quelques citations connues. Vous préciserez que c'est votre vision du moment.
- Introduisez le sujet en confessant que vous n'êtes pas un spécialiste de la question mais trouvez au moins un élément fort et vrai qui suffira à démontrer que vous êtes à la hauteur et crédible.
- Déclarez que devant un tel auditoire de connaisseurs, vous passez sur les éléments techniques, les chiffres, pour souligner un aspect important qui est souvent oublié et vous

enchaînez avec une chose que tout le monde connaît. Votre auditoire sera content de son propre savoir.

- Pour la conclusion, trouvez une boutade «Le sage sait qu'il ne sait rien» ou posez une question embarrassante à votre auditoire. [...]

A l'heure des mots à la mode, tout est possible. Ajoutez un zeste de systématique, de problématique, de paradigmes et autres algorithmes et c'est gagné. N'oubliez pas une «approche visionnaire à 360°». [...]

Nous allons entrer dans une année électorale. Nous publions ce texte à l'intention des politiciens qui depuis très longtemps ne pensent qu'à gagner les communales, puis les fédérales. Puisse ces quelques conseils sur l'usage de la langue de bois leur rendre quelque service.

E. J.

Dans la cour des grands

Que diable allaient-ils faire dans cette galère? C'est la question que se posent trois auteurs de romans de gare, invités par la grâce d'une erreur de casting pour trois jours de conférences et de dédicaces entre Strasbourg, Verdun et Paris en compagnie de la crème de la littérature suisse romande. Voici résumé en deux mots l'objet du roman de Jacques-Etienne Bovard paru il y a quelques semaines.¹

Xavier Chaubert, le narrateur de 29 ans, est un ancien espoir du judo suisse reconverti dans l'enseignement de ce sport. Doué d'imagination, il écrit, sous le pseudonyme d'Alexis Berchaut, toujours la même histoire, racontée chaque fois dans un milieu sportif différent: le héros, jeune sportif prometteur, voit ses rêves de consécration anéantis par un événement brutal et imprévu. Après avoir connu le fond du trou, le héros arrive à se sublimer lors d'une épreuve que les malices du destin lui imposent. Ayant regagné l'estime de lui-même, le héros repart du bon pied dans une nouvelle vie.

Chaubert, tout comme Roger Borloz, motard gros bras auteur de romans pornos, et Charlene, voyageuse narrant les péripéties d'une globe-trotter aventurière, ont été tous trois invités à un cycle de conférences et de dédicaces par une association culturelle dont le but est de favoriser les échanges littéraires dans toute la francophonie. Mais la présence de ces trois auteurs populaires dans la caravane des plus éminents représentants de la littérature romande ne va pas sans poser problème. Montavon, figure de proue mystique des lettres romandes, s'offusque avec panache et grandiloquence de la présence à ses côtés de ces trois «pitres» déshonorant la littérature. Des-sibourg, éminent spécialiste universitaire de Blaise Cendrars, n'en pense pas moins, mais l'exprime avec une diplomatie si finement courtoise que les «pitres»

ne saisissent pas ce que leur présence dans ce cénacle littéraire a d'incongru. D'ailleurs, piqués par le mépris craché devant public par Montavon, ils s'incrustent parmi les grands. Les ingrédients de la farce ainsi réunis conduisent à un bouquet final dont nous laissons les joies de la découverte au lecteur.

Ces trois auteurs de roman de gare ont beaucoup de choses en commun. Tous trois sont doués d'une imagination supérieure à la moyenne, à laquelle l'écriture permet de donner une existence. Le fait que leur connaissance de la langue française dépasse à peine celle de leur correcteur informatique d'orthographe ne leur pose aucun problème. Ils n'ont pas d'amour-propre, acceptant sans autre les corrections ou les suppressions que leur impose leur éditeur: tant qu'on est publié, cela permet d'arrondir les fins de mois. Cette désinvolture commune face à l'acte d'écriture cache toutefois chez chacun d'eux un malaise existentiel qui éclatera durant cette escapade: Charlene, ambitieuse, mais sentant la fatigue de la quarantaine, se sait au seuil d'un avenir qu'elle redoute médiocre et solitaire. Elle saisit donc la chance inespérée de cette introduction dans le monde des lettres pour s'y faire accepter. Borloz, lâche et peureux, a une fois au moins le courage de pousser la confrontation à son extrémité sans reculer. Il en ressort certes physiquement et moralement démolé, mais retourne à ses romans pornos avec l'humilité qu'il convient. Quant à Chaubert, optimiste invétéré et champion de l'esquive face aux problèmes et conflits, son passage dans la cour des grands lui ouvre les yeux sur son orgueil et sa médiocrité. Il se découvre soudain dans la peau du héros pathétique de ses propres romans, parvenu au fond du trou; sa confrontation avec Montavon est le coup de pouce du destin qui lui donne une chance de se sublimer.

Entre les lignes truculentes de cette aventure littéraire, Bovard aborde très directement la question de l'écriture: non, écrire n'est pas une partie de plaisir: c'est une obligation intérieure suscitée par des nécessités qui dépassent l'auteur; c'est un travail sérieux, pénible, laborieux et douloureux; l'expérience n'y arrange rien, car, pour créer, il faut chaque fois réinventer et oublier le tour de main déjà acquis. Et ce sont certainement deux facettes hypertrophiées de la personnalité de Bovard qui s'affrontent dans la longue explication entre Montavon et Chaubert à la fin du roman:

- Pensez-vous être capable de sentir des choses que les autres ne sentent pas?
- Je crois que oui. Mais je suppose que tout le monde croit cela...
- Tout artiste le sait!... Donc pas de connaissances, pas d'expériences,

pas de grande souffrance, pas de révolte, pas de foi, pas d'engagement, pas de folie, pas de révélation d'aucune sorte, pas de... Mais enfin, jeune homme, ne comprenez-vous pas que vous êtes le contraire d'un écrivain? Il n'y a rien en vous, je ne dis même pas qui vous prédispose à écrire, mais qui vous rende cette dimension accessible!...

Nous ne savons pas si cet ouvrage a réussi à libérer Bovard de quelques vieux démons. Pour notre part, nous avons retrouvé avec bonheur la gaieté féroce dont l'auteur nous avait régalaé avec ses *Nains de Jardin*².

CÉDRIC COSSY

¹ Jacques-Etienne Bovard, *La cour des grands*, Bernard Campiche Editeur, Orbe, 2010.

² Jacques-Etienne Bovard, *Nains de jardin*, Bernard Campiche Editeur, Orbe, 1996.

Les Vaudois et la Fête des Vignerons

Quel privilège! Quatre à cinq fois par siècle, les Vaudois ont la possibilité unique de se donner rendez-vous à eux-mêmes, et cela sur une des plus belles places d'Europe, face à un décor grandiose, le lac Léman et les Alpes de Savoie... La raison de ce rendez-vous? Au départ, célébrer les travaux de la vigne et couronner des vignerons méritants, bien sûr, mais au-delà de cette circonstance, un tel rassemblement va plus loin. Il répond à un besoin profond et légitime, celui d'affirmer une identité, de retrouver des racines et de resserrer les liens d'une communauté.

Si l'origine de la Fête des Vignerons remonte loin dans le temps, sa présence en ce lieu s'explique par quelques traits de géographie physique et humaine. Tout d'abord, le vallon de la Veveyse est l'un des premiers sillons Nord-Sud avant les Préalpes et les Alpes. Or ce sillon apporte à une civilisation viticole et réformée les éléments d'une civilisation pastorale et catholique: le plus célèbre témoignage en est la mélodie du Ranz des vaches, l'un des grands moments de la Fête, où l'on plonge dans le mythe, la plus forte expression d'un mariage original et fécond. Si l'on songe maintenant que ce vignoble, planté dès le haut Moyen Age par des communautés de moines cisterciens, en a été, des siècles durant, l'unique culture, on ne sera pas étonné que la Fête des Vignerons ait des racines si vivantes et qu'elle suscite un engagement de cette nature, comme une véritable communion humaine qui déborde largement le cadre veveysan.

Il semble qu'un calendrier secret dicte et provoque ces retours, car leur périodicité n'a rien de mécanique. Elle est beaucoup plus subtile, plus mystérieuse, non dite, non explicite, mais néanmoins réelle, comme si elle répondait à ce besoin existentiel qu'est l'identité, aussi nécessaire et fondamental à l'individu qu'à l'ensemble de la société.

Reste que la gestion d'un tel héritage n'est guère aisée. Chargé de symboles, le spectacle se base sur un rituel, comme une sorte de liturgie profane – l'évocation des travaux de la terre au cours des saisons. Se souvenir d'une telle base implique un certain sens de la solennité, voire de la gravité – ce qui n'exclut pas la présence de la joie! – qui permette la création d'un ensemble dans lequel s'équilibrent tradition et nouveauté, sans nostalgie passéiste, mais sans mise en scène outrancière et provocatrice non plus. La Fête des Vignerons n'est pas un théâtre d'essai, ni les Folies Bergères. Le respect de la nature – au sens écologique du terme – va de pair

avec le respect d'un patrimoine musical, fortement lié à la Fête: on ne met pas des moustaches à Mozart, comme on n'en met pas non plus au Ranz des Vaches...

Or cette base a pour constante une autre exigence. Paraphrasant Beethoven qui a écrit en exergue de sa *Missa solennis*, «Venue du coeur, puisse-t-elle retrouver le chemin des coeurs», on peut et l'on doit dire de la Fête des Vignerons: «Venue du peuple, puisse-t-elle retrouver le chemin du peuple...» Ce qui signifie l'adhésion du plus grand nombre – des choeurs, des fanfares et des danseurs de la région aux centaines de bénévoles – qu'encadrent des professionnels. Cette double présence – une originalité de la Fête des Vignerons – lui confère une vérité et une chaleur humaines irremplaçables.

Vaste entreprise donc, exaltante et pleine de dangers à la fois! Elle réclame la présence d'une forte personnalité, capable de concevoir cet ensemble, de lui donner l'unité nécessaire qui soudera les éléments du spectacle, de fixer, lorsqu'il le faut, le cadre des démarches créatrices, subordonnées à cette unité, démarches qui tiennent compte aussi des réelles possibilités des amateurs – au sens étymologique du terme, «ceux qui aiment» – car leur apport est déterminant.

Ici, la musique chorale apparaît comme l'élément central et fédérateur. Elle sera tonale – d'une tonalité élargie – celle, par exemple, qu'un Arthur Honegger a su donner au monde avec son *Roi David*, chanté en 1921 par les paysans du Jorat, parce qu'ainsi, elle parle à tous les sens de l'homme et à son intelligence. Restant entendu que nombreuses sont les autres plages où le spectacle peut faire appel aux styles musicaux les plus variés, selon les goûts du concepteur, et de son sens de la durée: est-il vraiment nécessaire que le spectacle dure trois heures? Deux heures correspondent mieux à la sensibilité des spectateurs d'aujourd'hui...

La prochaine Fête des Vignerons sera confrontée à une concurrence intense, plus rude que celles qui l'ont précédée. Les mœurs ont changé. Le consumérisme existe, les *shows* à l'américaine aussi, olympiques ou non... La musique a traversé une crise majeure, dont elle émerge, ce qui a bouleversé son style. Face à tous ces aléas, et à tous ceux qui surgiront encore, puisse la Confrérie des Vignerons œuvrer avec hardiesse et sagesse à la fois comme l'ont toujours fait les gens de la terre qu'elle entend couronner – pour donner aux Vaudois la réponse qu'ils attendent.

JEAN-JACQUES RAPIN

Portrait d'Eric

Le dernier livre d'Eric Werner, je l'ai abordé avec curiosité et appréhension, car il est périlleux de parler d'un auteur que l'on connaît personnellement, surtout s'il se livre à des confidences intimes. Ici, elles se présentent sous la forme de fragments autobiographiques comme improvisés, mais dictés par une nécessité intérieure. Tout au long du récit, la qualité du propos est garantie par cette urgence: le livre *devait* être écrit.

Le point de départ de cette confession est une huile de Joseph Czapski, peintre et écrivain polonais (1896-1993) qui a fait, en 1971, le portrait d'Eric Werner en jeune philosophe méditatif adossé à un très haut miroir. Rebutée par son sujet pendant vingt ans, l'œuvre est enfin redécouverte par le regard neuf d'Eric, qui en fait le déclencheur d'un voyage rétrospectif où sont évoqués sa conversion au catholicisme, son retour au protestantisme, ses difficiles mais fécondes relations avec son père, son parcours politique (plus éthique que politique, d'ailleurs), les affaires Jousson et Paschoud, enfin son amour pour Rousseau.

La figure de Jean-Jacques dirige secrètement la vie d'Eric Werner, jusque dans le choix récent de sa résidence, non loin du site de la *Nouvelle Héloïse*. Ainsi le livre s'inscrit-il dans la filiation de ceux d'autres écrivains «lémaniques», irremplaçables poètes du for intérieur. A Rousseau on ajoutera Amiel, Borgeaud, et aussi le Senancour d'*Oberman*. Eric Werner partage avec ses aînés une sensibilité exacerbée, de l'indécision, un goût parfois morbide pour l'introspection, la

recherche des consolations offertes par la nature, une sensualité diffuse et mélancolique... Est-ce la beauté du paysage jointe à la douceur du climat qui favorise ces propensions? La plume d'Eric Werner est plus celle d'un fin lettré que d'un philosophe.

Les termes qui qualifient le mieux ce récit sont l'honnêteté et la candeur: «En 1970, j'avais trente ans, mais j'étais loin encore, contrairement à ce que je pensais peut-être à l'époque, d'avoir atteint l'âge adulte. J'étais encore en pleine adolescence. Je ne l'ai atteint, l'âge adulte, si tant est que je l'aie jamais atteint, que beaucoup plus tard. Mais comme la phrase que je viens d'écrire le montre bien, je ne suis pas même sûr de ce que je dis ici.»

Il y a beaucoup d'émotion retenue dans les confessions de leur auteur. Dans un style généralement limpide s'insèrent de nombreuses parenthèses, des expressions récurrentes souvent superflues, ou chargées d'atténuer la portée du propos: «En fait», «à vrai dire», «en tout état de cause», «je pense», «toutes choses égales», etc. Ce qui serait lourdeur chez d'autres auteurs est ici l'expression du scrupule et de l'hésitation. Si le style c'est l'homme même, selon la formule de Buffon, il y a un style Werner composé de toutes ces précautions qui sont la marque de sa délicatesse d'âme.

JEAN-BLAISE ROCHAT

Référence: Eric Werner, *Portrait d'Eric*, Vevey, Xenia, 2010, 141p.

Théorie de la montée en puissance: remarques politiques

Dans Armée 61, l'effectif réel de notre armée était de plus de sept cents mille hommes. Armée 95 nous donnait quatre cents vingt mille militaires. Avec Armée XXI, l'effectif de l'Armée suisse a fondu à deux cents trente mille. Aujourd'hui, dans son Rapport sur l'Armée du 1^{er} octobre 2010, le Conseil fédéral propose pour la Suisse une armée de huitante mille hommes, coûtant 4,4 milliards¹. En quarante ans, le budget militaire a également subi de très lourdes coupes.

Derrière ces diminutions d'effectif et de budget apparaît une théorie de science militaire aux effets éminemment politiques: la théorie de la montée en puissance. Relativement simple dans son appréhension, elle ne l'est pas dans son application.

Cette théorie de politique militaire postule qu'il est possible de prévoir à moyen terme les conflits et crises politiques majeures qu'un pays se prépare à traverser. On en tire alors la conclusion qu'il est possible d'adapter la structure de son armée à l'époque vécue. Pourquoi maintenir sur pied plusieurs brigades blindées si l'on sait que nous n'aurons aucune raison de les engager dans les vingt prochaines années? A quoi sert la conscription obligatoire si un peu plus de cinquante mille hommes suffisent, pour le moment, à assurer la sécurité de quelques conférences diplomatiques ou tournois de football? Finalement, pourquoi maintenir une armée lorsque nous sommes en paix? Ces questions se posent quotidiennement à nos politiciens.

Parce que nous ne prétendons pas posséder un savoir stratégique et tactique très développé, nous nous concentrons sur les principes politiques appli-

cables à cette théorie, comme doivent en définitive le faire nos autorités.

La théorie de la montée en puissance et son corollaire de diminution en l'absence de menace est un très bon argument pour justifier des coupes dans le budget de la défense. L'argument convainc même tout l'échiquier politique, à l'exception peut-être de l'UDC. La stabilité que vit l'Europe occidentale depuis 1945, mais surtout depuis 1989, conforte ainsi la gauche dans l'idée que la paix est un fruit du progrès, favorisée par la chute des frontières nationales et l'union des peuples². Pour la droite libérale, se targuant de mener une politique pragmatique, cette stabilité justifie les coupes de budget. On promet des coupes dans une défense jugée inutile, tout en promettant des augmentations dans le social. L'électeur est séduit, le candidat est élu.

Il serait faux de considérer que la théorie de la montée en puissance est erronée. Il est exact qu'une guerre entre deux gouvernements, ou quelque autre conflit, n'éclate pas d'une seconde à l'autre. L'observation de mécanismes politiques, mais également sociaux et économiques plutôt bien connus, permet de prévoir une possibilité de conflit. La course aux armements, la militarisation de l'Etat ou la propagande en sont d'importants indices.

Nous ne contestons pas non plus que l'observation et l'étude du phénomène guerrier contemporain est indispensable. Seule cette étude permet l'adaptation technologique aux armes de l'adversaire et le développement de nouvelles techniques de combat. Aujourd'hui, une bataille rangée avec dix mille fantassins se faisant face à terrain découvert n'est ainsi plus imaginable.

Nous contestons en revanche l'utilisation de la théorie de la montée en puissance comme argument de politique de démantèlement, profitant en sous-main au budget de la politique sociale. Cette théorie exige en effet une confiance bien trop forte dans nos capacités de prévision et de réaction, pour ne pas craindre que cette confiance ne soit accordée que par vue électorale ou idéologique.

L'application de cette théorie à notre politique de défense exige tout d'abord de posséder des services de renseignement particulièrement efficaces. Il est connu que le Service de Renseignement de la Confédération (SRC) n'a de loin ni les effectifs ni les moyens de la CIA ou des MI-5 et MI-6 britanniques. Nous reconnaitrions néanmoins que notre politique étrangère ne justifie de loin pas d'avoir des services aussi développés. Il n'empêche que l'application de la théorie de la montée en puissance exige du SRC de fournir régulièrement aux autorités fédérales un rapport étoffé sur l'état des lieux stratégiques. Si nous voulons assurer l'indépendance de nos services et, partant, l'objectivité de leurs comptes-rendus, le SRC doit être suffisamment fourni en hommes et en moyens. Les avons-nous? Nous nous permettons d'en douter. Les aurions-nous, devrions-nous faire de ce seul service de renseignement le garant de notre politique de défense?

Imaginons ensuite qu'il soit un jour nécessaire d'amorcer cette fameuse montée en puissance et d'augmenter les moyens de notre armée. Il faudra tout d'abord qu'une âme courageuse ose monter à la tribune de l'Assemblée fédérale pour décréter l'état de crise et exiger les moyens idoines. La menace

devra être admise. L'heure sera alors venue d'affronter les aveuglements du pacifisme idéologique. Et à ceux qui prétendront que, le jour venu, ils auront ce courage, nous rappellerons le triomphalisme de Chamberlain et de Daladier après la signature des accords de Munich en 1938, garantissant la paix avec l'Allemagne.

Quand bien même nos autorités suivraient ce courageux discours, où les moyens seraient-ils trouvés? Il ne s'agit pas de l'utilisation de quelque fonds de crise, mais bien de plusieurs dizaines de milliards de francs. Où irons-nous chercher cet argent, déjà dépensé dans d'autres secteurs?

Enfin, le fait d'amorcer une montée en puissance n'est pas anodin. Se lancer dans une course à l'armement et à la conscription est la marque d'un pays qui se prépare à la guerre, d'un pays qui s'est désigné un ennemi. On entre alors automatiquement dans un bloc stratégique, dans un club de défense.

La Suisse est un pays neutre. Ses ennemis potentiels sont le monde entier, à commencer modestement par ses voisins. Elle ne doit pas être prête à se lancer dans une préparation à la guerre. Elle doit être prête à la guerre.

FÉLICIEN MONNIER

¹ On relèvera qu'à l'heure actuelle, le Conseil fédéral a été renvoyé à sa copie. A charge pour lui d'exposer les avantages et inconvénients d'une armée de 60 000, 80 000, 100 000 et 120 000 hommes.

² A l'occasion de son dernier congrès, le PS a mis l'abolition de l'armée à son programme. Cf. Olivier Delacrétaz, «Un parti opposé à l'armée n'est pas à sa place au gouvernement fédéral», *La Nation* n°1902.

Aulikocratie, épimélétocratie, antiprosopocratie et autres étrangetés démocratiques

La démocratie se définit comme le gouvernement du peuple. Nous voudrions prendre la mesure de cette définition en examinant comment la démocratie organise les rapports de pouvoir entre trois couples d'acteurs politiques qu'on retrouve dans tous les régimes: le souverain et ses courtisans, l'Etat et son administration, le peuple et ses représentants.

Aulikocratie

Le courtisan vit, pense, respire au rythme du roi, obsédé d'obtenir sa faveur en le flattant, en le faisant rire, en lui fournissant des conseils indolores et des services inédits. Il est essentiellement servile.

Ce courtisan à l'ancienne subsiste en France, la plus monarchique des républiques. Les féaux qui gambadaient pieusement autour de Mitterrand montant à pas lents et les yeux mi-clos à la Roche de Solutré en étaient de parfaits exemples; l'homme d'affaires Vincent Bolloré aussi, qui met son yacht et son jet à la disposition du président Sarkozy. Mais ces courtisans-là n'ont rien de spécifiquement démocratique.

Le vrai courtisan démocratique, c'est le candidat aux élections. C'est lui qui flagorne le souverain démocratique, c'est-à-dire le peuple. Organisé en faction partisane avec ses alliés provisoires et rivaux potentiels, il flatte ses passions, l'envie, le ressentiment, la peur, la haine si nécessaire. Il s'efforce d'acquiescer sa reconnaissance exclusive à coups de promesses mirobolantes et d'initiatives populaires qui complaisent à ses instincts. Tout lui est bon pour recevoir le signe suprême de la reconnaissance du souverain, un vote en sa faveur.

Elu, le candidat prend ses distances avec celui qui l'a fait roi. Mais l'échine conserve sa souplesse et l'âme sa faiblesse. Il demeure attentif au *trend* des prochaines échéances électorales. Même s'il n'envisage pas de se représenter, il reste un courtisan.

C'est ainsi que la démocratie est une *aulikocratie*, le gouvernement des courtisans.

Epimélétocratie

L'action politique exige la continuité de la vision et de l'action. Or, le pouvoir démocratique est discontinu. Tous les cinq ans, il fait table rase du passé. Quant à l'élu démocratique, il devrait vouer tous ses soins à former son successeur, comme tous ceux qui sont chargés d'une responsabilité. Mais cela signifierait qu'il fourbit lui-même les armes de son rival. Sa survie politique exige donc au contraire qu'il coupe les têtes qui dépassent, surtout dans son propre parti. Après lui, comme après chaque élu, le déluge!

Faute de continuité politique, on se replie sur la continuité administrative. Par son inertie, la bureaucratie assure une apparence de stabilité étatique. Elle assure aussi la mise en œuvre des décisions prises, sans toutefois être apte à les rectifier en fonction des situations nouvelles. Mais mieux vaut une continuité morte que pas de continuité du tout! C'est en tout cas le sentiment qui prévaut.

Parvenu sur le siège durement conquis, l'élu se heurte à des chefs de service qui se considèrent comme les seuls responsables de l'Etat. Ils en connaissent mieux que lui les rouages et les chantiers en cours. Ils sont indifférents aux aléas électoraux et capables

d'une résistance passive sans limites. L'élu n'aura du pouvoir que les oripeaux, non l'usage. S'il est énergique, il pourra imposer un certain style et certaines orientations, mais dans un cadre et pour un temps limités. Après son passage, l'administration ressortira renforcée.

Un des principes seconds de la démocratie, qui est le contrôle populaire du pouvoir par la menace d'une non-réélection, est ainsi vidé de sa substance. Le peuple ne contrôle qu'un *surfer* interchangeable en équilibre précaire sur un pouvoir anonyme. Echappant à l'élu, ce pouvoir échappe du même coup au contrôle du peuple. Il les précède l'un et l'autre, et leur survit.

En théorie, l'administration est le bras du pouvoir. En pratique, c'est l'élu qui est la voix de l'administration. La démocratie est une *épimélétocratie*, le gouvernement des administratifs, la conduite de la tête par le bras.

Antiprosopocratie

Le parlement prétend assurer une double fonction à l'égard du peuple. D'une part il est son représentant face au pouvoir politique. D'autre part il conçoit et promulgue les lois que le gouvernement imposera à ce même peuple.

Le régime parlementaire confond et brouille le mouvement ascendant de la représentation et le mouvement descendant de la législation, dénaturant ainsi ces deux fonctions essentielles. Alors qu'il s'agirait de représenter les intérêts concrets des personnes et des groupes face à l'Etat, le parlement joue une représentation verbeuse et factice des opinions supposées des électeurs. Et à la place d'une législation stable et durable

qui devrait donner force de loi aux usages sociaux et professionnels conformes au bien commun, les parlementaires imposent à la population des textes promis à d'incessantes modifications, reflets changeants de leurs conflits idéologiques et personnels. Le parlement est un mandataire qui commande à son mandant.

La démocratie est une *antiprosopocratie*, le gouvernement des représentants.

Chaocratie

En réalité donc, le peuple ne commande pas grand-chose. Son rôle se borne à parfumer de légitimité ses courtisans, ses bureaucrates et ses prétendus représentants, tout un monde qui, à tour de rôle ou en même temps, le régit, le taxe et le méprise, s'efforçant de réduire à rien la portée de ses droits spécifiques que sont le référendum et l'initiative!

Eparpillée par sa triple contradiction *aulikocratique*, *épimélétocratique* et *antiprosopocratique*, la démocratie s'achemine irrémédiablement vers le désordre tous azimuts de la *chaocratie*. Par bonheur, en démocratie, les hommes valent mieux que le régime et il leur arrive de prendre des décisions politiques courageuses et propices au bien commun. Mais en dessous, le désordre inhérent au système contamine chaque jour un peu plus la société.

La crise *chaocratique* persistante annonce le recours aux pleins pouvoirs, forme légale de la tyrannie. Pas de souci, comme on dit aujourd'hui! Les courtisans, bureaucrates et représentants y feront très bien leur nid.

D.

A l'ombre des *soft skills*

L'exposé des motifs relatif au projet de loi sur l'enseignement obligatoire nous apprend quelle pensée sous-tend le contre-projet de Mme Lyon à l'initiative Ecole 2010. Il contient une sorte de philosophie de l'histoire de l'école vaudoise: le XIX^e siècle fut celui des lois instituant l'école obligatoire; le XX^e siècle représenta l'ère des réformes; le XXI^e sera une période d'harmonisation; le système scolaire vaudois n'est plus «une entité isolée de tout contexte», mais fait «partie d'un ensemble romand, suisse et même international».

Le contre-projet du Département consiste moins à réformer l'école qu'à l'intégrer dans un processus mondial. Les efforts de la CDIP¹, de la CIIP et d'HarmoS visent au même but. Les tests PISA commandités par l'OCDE sont la pierre angulaire de l'harmonisation car ils permettent des comparaisons intercantionales et internationales, facilitant «la prise de décisions», rendant compte du «fonctionnement et des performances des systèmes scolaires» ainsi que des «effets générés» par eux. Selon l'exposé des motifs, il y a un avant et un après PISA.

Des études PISA 2003 et 2006, il ressort, selon le Département toujours, que la sélection précoce avant l'âge de 15 ans n'est pas recommandable, que les systèmes à filières sont moins performants que les autres en ce qui touche aux élèves «les plus vulnérables», parmi lesquels on compte les «allophones» et les jeunes issus de «milieux défavorisés», surreprésentés dans les filières «les moins exigeantes». Le redoublement ne sert à rien pour remettre ce type d'élèves à niveau (d'où l'on conclut que le niveau est celui de la VSB, réd). Enfin, il faut passer plus de temps à l'école pour être performant, comme le montrent les élèves valaisans et fribourgeois. La Finlande, qui ne connaît ni sélection précoce, ni filières, ni redoublement, est le pays le mieux classé aux tests PISA; elle est donc le phare de l'enseignement mondial, par consé-

quent celui de l'école vaudoise en voie d'harmonisation.

* * *

Mme Lyon n'est pas la seule à s'intéresser à PISA. Un article du quotidien allemand *Die Welt*, signé Martina Roth, nous renseigne sur les relations existant entre les tests de l'OCDE et les préoccupations des grandes entreprises mondialisées. Mme Roth est *director global education strategy* chez Intel, géant californien du microprocesseur. Elle rend compte du WISE («sage» en anglais), deuxième sommet mondial de l'éducation, se tenant à Doha, capitale de l'émirat du Qatar, sous le haut patronage de mille participants, provenant de cent-vingt pays, experts, politiciens et représentants des entreprises, répartis en vingt *workshops*. Mme Roth dirige en personne l'atelier *assessment and education improvement*. Voici en substance ce qu'elle veut faire savoir au monde:

Nous vivons à l'époque de la mondialisation (*Zeitalter der Globalisierung*). L'économie mondiale change à toute vitesse et l'explosion des «nouvelles technologies» engendre des innovations exigeant des travailleurs qu'ils acquièrent des qualifications inédites. C'est un «défi immense» (*massive Herausforderung*) pour les systèmes scolaires qui n'arrivent pas à s'adapter à la mutation (*Wandel*). Ils ne transmettent pas encore les compétences nécessaires au XXI^e siècle. L'Allemagne notamment, qui n'investit pas assez dans la formation, est «en retard» (les grandes nations de l'ancien monde sont toujours «en retard», réd.).

Les experts se réunissent donc à Doha en vue d'améliorer l'école partout sur la planète. La mutation réussira si la politique, l'économie et la science collaborent étroitement, tant au niveau mondial que régional, *global und regional* (l'adjectif «national» est rarement utilisé).

L'enseignement nouveau repose sur deux *hard skills*, les connaissances dans

telle ou telle discipline et la maîtrise des NTIC (voir lexique), et cinq *soft skills*, c'est-à-dire la créativité, les capacités d'entreprendre, de prendre des décisions, de travailler en équipe et de penser de manière critique.

En 2012, PISA testera la compétence consistant à «savoir résoudre des problèmes».

L'enseignement des *soft skills* est déjà intégré au programme des écoles australiennes et singapouriennes. Ces compétences, les entreprises les recherchent au plus haut point.

Seulement, les systèmes scolaires doivent accepter de se réformer afin de produire les spécialistes demandés. C'est à ce prix que la croissance économique se poursuivra.

Il existe un rapport étroit entre le niveau de formation et la chance d'obtenir un emploi. Sur un marché du travail «de plus en plus concurrentiel», 85% des diplômés du niveau tertiaire (universités et hautes écoles spécialisées) sont «employables» tandis que seuls 59% des personnes ne possédant qu'un certificat secondaire trouvent facilement un travail.

Pour le bien de tous, il faut donc «élever le niveau». Les entreprises, les politiciens et les chercheurs se partagent cette mission.

Les entreprises identifient les besoins, financent les formations utiles, fournissent aux écoles les compétences techniques et le matériel informatique (merci Intel!). Les chercheurs élaborent les objectifs correspondants, les programmes et les outils d'évaluation. Ils assurent le suivi et l'amélioration continue du système. Les politiciens créent les conditions cadres pour imposer (*durchsetzen*) la réforme, fixent des «standards contraignants» et assurent la formation des enseignants pour que ceux-ci s'efforcent de transformer les objectifs pédagogiques en «processus concrets d'apprentissage» (*in konkrete Lernprozesse umsetzen*).

Au sommet de Doha, les participants se demandent comment influencer l'enseignement et mesurer les compétences, quels critères d'évaluation utiliser, ce qu'il faut résoudre «au niveau mondial» ou «au niveau régional».

* * *

Que retenir de ce sabir global-saxon? Qu'attendre des changements en cours? Il

semble que le programme mondial ait déjà beaucoup d'adeptes. Par l'intermédiaire de l'OCDE, de PISA, de la CDIP, de la CIIP, d'HarmoS, l'école des compétences et des standards fédéraux s'impose. Elle séduira autant les libéraux que les socialistes. Aux premiers plairont la «performance», l'«excellence», la compétition pour répondre «aux besoins de l'économie mondialisée». Aux seconds, on fera miroiter l'«égalité des chances», la prise en compte des «migrants» et des «populations défavorisées», la fin du redoublement et des odieuses filières, l'allongement des études, le mirage des diplômes accessibles à chacun, la perspective de «jobs intéressants». La perspective d'une «réussite» personnelle et collective les flattera tous. Mesdames Chassot, Lyon, Baume-Schneider, marcheront comme... une seule femme. M. Charles Beer, bien obéissant, suivra. Tous se vanteront des 15% de marge de manœuvre laissés aux cantons par HarmoS.

L'enseignement du latin, du grec, de la philosophie, de l'histoire et des littératures française, anglaise ou allemande subsisteront si l'on prouve que ces matières sont utiles à la «créativité», à la «prise de décision», à la «résolution des problèmes» et au «travail en équipe». C'est ainsi que l'école deviendra «porteuse d'avenir» (*zukunftsfähig*).

«Harmonisation» ne serait-il pas un mot trop musical pour décrire ce «processus»? Ne faudrait-il pas dire «mise au pas» ou *Gleichschaltung*?

JACQUES PERRIN

¹ Petit lexique

CDIP: Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique; CIIP: Conférence intercantonale de la Suisse romande et du Tessin; HarmoS: Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire; NTIC: Nouvelles technologies de l'information et de la communication; OCDE: Organisation de coopération et de développement économique; PISA: Programme international pour le suivi des acquis des élèves; WISE: World Innovation Summit for Education.

² Les médias viennent de nous apprendre que Shanghai, mégapole et vitrine du capitalisme chinois, s'empare du premier rang lors de l'édition 2009 des tests PISA. Petit voyage en Chine en perspective pour les réformateurs du monde entier?

Aspects de la vie vaudoise

La Villa Rose de Gland

(fm) La Villa Rose, à Gland, est une maison d'apparence paisible qui cache en fait un fortin de la Seconde Guerre mondiale, restauré par l'Association de la Ligne fortifiée de la Promenthouse. L'historienne Marjorie Siegrist vient de publier un dossier pédagogique destiné aux enseignants en histoire de 9^e année pour qu'ils puissent préparer la visite de ce fortin. L'occasion est ainsi donnée aux élèves de 14-15 ans de comprendre concrètement ce que fut le système de défense du Réduit national, la vie quotidienne dans ces lignes de fortifications et autres problèmes de ravitaillement. Alors que la mode, concernant l'attitude de la Suisse pendant la Seconde Guerre, est à l'auto-flagellation et au dénigrement, on se doit de saluer une telle initiative. Espérons que les maîtres seront nombreux à utiliser

ce dossier et à faire visiter la Villa Rose à leurs élèves.

Un Vaudois champion du monde!

(fm) Ce titre n'est pas à mettre à l'actif d'un sportif, mais d'un vin... Il a été obtenu par la Cave Cidis à Tolochenaz lors du Mondial du merlot qui s'est déroulé à Lugano. Ce cépage, pas vraiment typique du Pays de Vaud, «a davantage besoin de soleil que de chaleur» explique l'œnologue Rodrigo Banto (24 heures des 27-28 novembre), or on trouve ces conditions sur certaines parcelles de La Côte, sélectionnées pour leur sol profond et argileux. Selon Thierry Walz, directeur de la cave, ce genre de récompense ne dope pas les ventes, mais apporte «une crédibilité à l'entreprise»; cependant, il y a fort à parier que cela déteint favorablement sur l'ensemble de la production vinicole vaudoise. Les artisans de ce succès méritent donc bien un coup de chapeau.

Félicitations

C'est le 4 décembre, par une superbe journée ensoleillée que le mariage de nos amis Carine Chappuis et Philippe Chabloz a été béni dans l'Abbatiale de Romainmôtiers scintillante sous la neige. Nous adressons nos plus chaleureux souhaits de bonheur et de joies au couple dans leur cheminement de vie en compagnie de l'Éternel.

(Réd.)

Le Coin du Ronchon

Il n'y a point de sottes gens

Micheline ne sera pas la locomotive du Conseil fédéral en 2011. Lors de son élection attendue à la présidence de l'exécutif, Mme Calmy-Rey a en effet réalisé, nous a-t-on dit, le plus mauvais résultat depuis 1919, en ne recueillant que 106 voix sur 189. Est-ce une raison pour en conclure, comme l'a fait l'éditorialiste sur lequel tous les suivants ont copié, qu'il faudrait chambouler de fond en comble le fonctionnement institutionnel du gouvernement?

Ainsi le veut la mode de notre époque. On ne dit plus d'un enfant qu'il est pomme, inattentif, bagarreur et qu'il trouble la classe; on préfère expliquer que la pédagogie employée n'est pas la bonne, que le règlement de l'école n'est pas adapté, que les enseignants n'ont pas su donner à l'élève sa juste place. De même, on n'ose plus annoncer qu'un directeur d'entreprise s'est planté, qu'il a pris de mauvaises décisions, qu'il a été imprudent, présomptueux, voire gaffeur; on déclarera plutôt que les structures *managériales* ne sont plus adaptées à l'évolution du marché, ou que les

«tableaux de bords» économiques dont dispose la direction ne sont pas suffisamment développés. Toujours dans le même ordre d'idées, les accidents de la circulation ne sont pas dus à des conducteurs et conductrices inattentifs et maladroits, mais à des «facteurs accidentogènes» (la Poste a bon dos...), à des virages dangereux, à une mauvaise visibilité, voire à l'absence coupable d'un dispositif d'allumage automatique des phares, d'un appareil de régulation de la vitesse, d'un système de guidage de la trajectoire ou d'un quarante-troisième *airbag*.

Il n'y a donc aucune raison de penser que Calamy-Rey, dite Cruella, est responsable de son triste score: elle n'est que la victime d'institutions dépassées et de dysfonctionnements systémiques. La femme naît bonne, c'est la Confédération qui la corrompt. Et il n'y a point de sottes gens, il n'y a que de sots métiers. Dommage que Micheline n'en ait pas choisi un autre.

LE RONCHON

LA NATION

Rédacteur responsable:
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 6724, 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)
Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch
Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch

Imprimerie Beck, Lausanne